

[Text]

Mr. Harras: You say "accept the basic figures". You are saying that we agree with them or that we are not in dispute with that.

Mr. Fulton: Are you disputing the basic figures used?

Mr. Harras: We are not disputing the basic calculations, no.

Mr. Fulton: In the report you will probably be aware that on page 13 it suggests that Alberta and Saskatchewan are unable to meet their shares of the carbon dioxide emissions reduction in the manner outlined because they do not have enough non-fossil generation. Continued use of coal to generate the required electricity would exceed their emission targets. However, conversion of existing generation capacity from conventional to combined cycle coal and/or natural gas would enable Alberta and Saskatchewan to meet their targets. There may also be opportunities to reduce carbon dioxide emissions in the production of fossil fuels or their use as feed stocks which were beyond the scope of the study. I take it you agree with the point made there.

Mr. Harras: To meet the DPA-cited numbers for total reduction of Canada's CO₂ emissions out of the power utility industry would require something like a 90% reduction of CO₂ emissions from the electric utility industry.

I do not think we could take our existing capacity, convert it to combined cycle, and meet that. So I do dispute—

Mr. Fulton: It may be wrong on that.

Mr. Harras: If we are going to get it all out of the electric utility, I think they are wrong. But that is what they are in fact contending.

Mr. Fulton: Also, in the brief presented to this committee, on page 11 you point out that the British House of Commons Energy Committee estimates that CO₂ can be reduced sector-wide in Great Britain by 50% by 2020.

You are probably also aware of the Toronto conference endorsed by the Government of Canada, which will see emissions in Canada reduced to less than 379 megatonnes by 2005. That is a 46% reduction from the forecast CO₂ by 2005. It is a difficult question to ask a utility—it is something that is more appropriately asked of a government—but do you see it possible for SaskPower to play the obviously necessary role in meeting those emission reductions by 2005 for Canada to meet a 20% reduction by 2005?

[Translation]

M. Harras: Vous dites que j'accepte les chiffres présentés dans le rapport. Vous dites que nous sommes d'accord avec eux ou que nous ne doutons pas de la validité de ces chiffres.

M. Fulton: N'êtes-vous pas d'accord avec les chiffres utilisés?

M. Harras: Nous ne doutons pas de la validité des calculs de base.

M. Fulton: Vous savez probablement qu'à la page 13 de ce rapport, les auteurs disent que l'Alberta et la Saskatchewan ne sont pas en mesure de faire leur part au niveau de la réduction des émissions de dioxyde de carbone parce qu'elles ne produisent pas suffisamment d'énergie à partir de combustibles non fossiles. Comme elles utilisent du charbon pour produire leur électricité, ces provinces dépasseraient leurs quotas d'émission. Cependant, la conversion de la capacité de production actuelle d'un cycle classique à un cycle mixte de charbon, de gaz naturel, ou des deux, permettrait à l'Alberta et à la Saskatchewan d'atteindre leurs quotas. La production de combustibles fossiles, ou leur utilisation comme charge d'alimentation, permettrait également peut-être à ces provinces de réduire les émissions de dioxyde de carbone. Cependant, les auteurs du rapport ne se sont pas penchés sur la question. Je suppose que vous êtes d'accord avec ce qu'on dit dans ce rapport.

M. Harras: Si l'on veut respecter les chiffres cités dans le rapport de la société DPA en ce qui a trait à la réduction totale des émissions de CO₂ au Canada, le secteur des services publics d'électricité devrait réduire d'environ 90 p. 100 ses émissions de CO₂.

Je ne crois pas qu'on pourrait y parvenir en convertissant les installations actuelles à un cycle mixte. Je doute donc...

M. Fulton: On se trompe peut-être.

M. Harras: Je crois qu'ils ont tort de s'attendre à ce que pratiquement tout le travail soit effectué par les services publics d'électricité. Cependant, c'est ce qu'ils laissent entendre.

M. Fulton: À la page 11 du mémoire que vous avez présenté à notre Comité, vous signalez que d'après le Comité de l'énergie de la Chambre des communes britannique, les émissions de CO₂ en Grande-Bretagne dans ce secteur pourraient être réduites de 50 p. 100 d'ici à l'an 2020.

Vous savez probablement également que lors de la conférence de Toronto, appuyée par le gouvernement du Canada, on a prévu que les émissions au Canada chuteraient à moins de 379 mégatonnes d'ici à l'an 2005. Cela représente une réduction de 46 p. 100 des émissions de CO₂ d'ici à l'an 2005. La question que je vous pose serait peut-être plus appropriée pour le gouvernement, puisque vous êtes simplement un service public. Pensez-vous que SaskPower pourrait jouer son rôle pour que le Canada puisse réduire de 20 p. 100 ses émissions d'ici à l'an 2005?